

Subsides

important. Dans notre société, les personnes âgées ne restent plus dans leur famille. L'État a reconnu cela et a construit des résidences spéciales pour ces personnes. Grâce aux activités sociales, intellectuelles et, grâce à ce genre de jeux, c'est très bien ainsi.

Une voix: Avez-vous pris part à la danse?

M. Macquarrie: J'étais trop jeune. En fait, il était interdit aux personnes de moins de 60 ans de venir à cette soirée. J'avais demandé la faveur de pouvoir venir et on m'a répondu que je n'avais rien à craindre car personne ne m'en empêcherait. Je me demande si ces gens n'auraient pas été encore plus heureux si, outre ce crédit pour des activités de loisirs, on avait également fait quelque chose pour augmenter leurs chèques. La partie intéressante de nos débats aujourd'hui, la période des questions, a été surtout consacrée à la discussion de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Je pense que le bonheur de la danse et de la musique a été vite oublié lorsque ces personnes se sont retrouvées dans leur appartement ou dans leur résidence subventionnée pour personnes âgées en pensant au prix qu'il faut payer pour être abrité et pour manger et qu'elles voient que leur pension reste péniblement derrière l'augmentation du coût de la vie. Ces personnes sont tout à fait conscientes de ce que leur chèque de pension est limité sans que cela empêche les prix de grimper de plus en plus vite.

Les citoyens âgés de notre pays ont été dans le pétrin et sont devenus les victimes innocentes d'une situation inflationniste qui est cruelle pour tous, mais qui l'est davantage pour ceux qui sont au seuil de la vieillesse et à qui le gouvernement a accordé, somme toute, une pension de retraite diminuée. Je croyais avant aujourd'hui que le ministre aurait présenté à la Chambre une loi pour augmenter les pensions de sécurité de vieillesse. Les retraités, à l'heure actuelle, reçoivent moins en termes de dollars réels qu'ils ne recevaient il y a quelques années ou beaucoup moins que lorsque le présent gouvernement a pris le pouvoir. C'est un signe d'injustice cruelle et flagrante que de passer des semaines et des mois sans augmenter d'une façon importante les pensions de vieillesse. Je l'ai déjà dit, non seulement celles-ci n'ont pas été augmentées, mais de plus on a failli à la tâche en ne tenant pas compte de l'augmentation du coût de la vie, qui est en fait une diminution du revenu réel que ces gens reçoivent chaque mois.

Je ne vois pas ce que le ministre attend. Il y a déjà un trimestre de passé depuis le 30 octobre. Personne ne peut analyser avec précision et clarté pourquoi les élections se sont déroulées de cette façon. J'avais l'habitude de dire à mes étudiants qui suivaient mes cours de science politique à l'université qu'il est encore plus difficile d'expliquer ce qui s'est passé après coup que de prédire le résultat d'une élection.

• (1250)

M. Bell: Vous étiez bon professeur.

M. Macquarrie: Un de mes anciens étudiants, aujourd'hui whip à la Chambre, vient de parler. Lorsqu'il était étudiant dans ma classe d'éducation des adultes, au Nouveau-Brunswick, je pensais aussi qu'il était bon étudiant. Nous sommes en train de devenir presque aimables.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Dites-moi ce que vous avez fait à Brandon.

M. Macquarrie: Le doyen de l'université de Brandon veut me faire parler de ma carrière, mais comme cela ne

[M. Macquarrie.]

serait pas pertinent je vais résister à la tentation, sauf pour dire au doyen que si j'avais la chance un jour, pour ce qui est des doctorats honorifiques, de me souvenir de certains de ses amis du parti progressiste conservateur qui étaient assis très près de lui.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Je vais attendre un moment que cette ambiance de gaieté se calme. On aurait dû faire ressortir en octobre le besoin urgent d'une augmentation. Le parti de Mackenzie King, sur le plan politique, était fidèle à son père mais à quelques reprises, il s'est écarté de la doctrine du sage de Kingsmere. Cela s'est produit notamment en 1957, quand les membres de ce parti oublièrent les intérêts de l'humanité et proposèrent une augmentation de \$6 des pensions de vieillesse. C'est à partir de ce moment-là qu'ils furent surnommés dans tout le pays les «gars aux 6 piastres.» Il est étrange de penser qu'après une leçon aussi dure—et je sais qu'elle a été dure pour eux car j'étais présent—ils aient fait la sottise de croire que 82 cents par mois...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): 42 cents.

M. Macquarrie: ... semblerait un chiffre acceptable pour les Canadiens. Je remercie le chancelier avec ma générosité habituelle. J'attribuais trop de mérite aux députés de l'autre côté. La leçon était là. Le ministre a eu tout le temps de préparer cette mesure législative. Il a tenu des consultations avec les provinces. Pourquoi ne nous propose-t-il pas un projet de loi? Combien de temps allons-nous devoir attendre, combien de temps les Canadiens vont-ils attendre et combien de temps les personnes âgées vont-elles attendre? Je tiens à dire au ministre: combien de temps, mon Dieu, combien de temps? Qu'attendons-nous maintenant? Nous sommes au milieu de l'hiver de mécontentement pour ces personnes. Nous lisons les chiffres sur l'augmentation du prix des denrées alimentaires, mais les personnes qui touchent la sécurité de la vieillesse n'ont pas besoin de Statistique Canada pour le savoir. Ils font face tous les jours à ce problème. Je me demande si au cours de toutes les négociations et discussions qui ont lieu entre le gouvernement et un certain parti, des dispositions ont été prises pour rendre le budget plus agréable en prévoyant un relèvement de la pension de la sécurité de la vieillesse. Si le ministre y croit, il devrait le faire sans tarder. Il a déjà trop tardé.

Le ministre doit être au courant des besoins des citoyens âgés. Il était l'un des hommes capables du cabinet officieux et on l'a maintenant fait entrer dans le cabinet officiel. Qu'il fasse entendre sa voix et déclare, même à son collègue le président du Conseil du Trésor (M. Drury), que les vieillards ont besoin d'aide, et dès maintenant. Assurément, c'était pour lui un grand honneur que d'être choisi comme ministre. Récemment, son chef a évoqué l'exemple napoléonien. Je dis donc au ministre que celui qui a été choisi pour devenir l'un des maréchaux qui accompagneront le chef à Sainte-Hélène ne doit pas précipiter le moment de l'exil en retardant d'un autre jour cette mesure législative à l'intention des citoyens âgés. Je lui en donne l'assurance, s'il se présente avec cette mesure législative, il recevra de ce côté-ci de la Chambre la plus entière collaboration, car quelqu'un de génial comme moi-même fera son possible pour l'aider à surmonter sa propre négligence, accompagnée de lenteur, à l'égard des gens âgés. De la sorte, et dans ce domaine du moins, nous reviendrons à cette expression oubliée du lexique politique—qui s'en souvient?—la société juste. Je pense que le